

DOCUMENT A
DÉCISION DU MINISTRE
CONDITIONS D'AGRÉMENT

Le 24 septembre 2010

Numéro de référence : 4561-3-1225

1. Conformément au paragraphe 6(6) du *Règlement 87-83 sur les études d'impact sur l'environnement* établi en vertu de la *Loi sur l'assainissement de l'environnement*, il a été décidé que l'ouvrage pouvait être réalisé après son approbation conformément à tous les autres règlements et lois applicables.
2. L'ouvrage visé doit être entrepris dans les trois ans suivant la date de la présente décision. Si les travaux ne peuvent commencer dans les délais prescrits, l'ouvrage doit être enregistré de nouveau en application du *Règlement sur les études d'impact sur l'environnement* (87-83) établi en vertu de la *Loi sur l'assainissement de l'environnement*, à moins d'indication contraire par le ministre de l'Environnement.
3. Le promoteur doit respecter tous les engagements ainsi que toutes les obligations et les mesures de surveillance et d'atténuation énoncées dans le document d'enregistrement d'EIE (daté du 12 août 2009) ainsi que toutes les autres exigences précisées dans la correspondance ultérieure pendant l'examen découlant de l'enregistrement. Le promoteur doit aussi soumettre un tableau sommaire décrivant l'état de chaque condition énoncée dans la présente décision au gestionnaire de la Section de l'évaluation environnementale du ministère de l'Environnement (MENV) tous les six mois à partir de la date de la présente décision, tant que toutes les conditions n'auront pas été remplies.
4. Si l'on pense avoir trouvé des vestiges ayant une valeur archéologique durant la construction, tous les travaux près du lieu de la découverte doivent être immédiatement interrompus. Il faut ensuite communiquer avec le gestionnaire des Ressources aux Services d'archéologie de la Direction du Patrimoine (ministère du Mieux-être, de la Culture et du Sport), au 506-453-2756.
5. Si d'autres travaux de perturbation du sol sont requis dans les secteurs hautement susceptibles de contenir des ressources archéologiques, il faudra d'abord effectuer des tests (puits d'essai) à 5 m d'intervalle, et les résultats devront être examinés et approuvés par les Services d'archéologie de la Direction du patrimoine du ministère du Mieux-être, de la Culture et du Sport.
6. Le taux de pompage maximum pour le puits M ne peut pas dépasser 26 gal. imp./mn (169 m³ par jour). Un débitmètre doit être installé sur le puits de pompage afin d'enregistrer chaque jour le volume d'eau utilisé, et ces données doivent être conservées au moins deux ans afin de prouver la conformité à la condition relative au taux de pompage maximal.

7. Si le promoteur veut augmenter le taux de pompage du puits M, il faudra enregistrer de nouveau le projet en vertu du *Règlement sur les études d'impact sur l'environnement* et effectuer une autre analyse hydrogéologique.
8. Une sonde d'arrêt automatique doit être installée dans le puits M à 0,3 m au-dessus du niveau de la mer, et il faut consigner dans un registre toutes les fois où la pompe s'arrête en raison d'un faible niveau d'eau. Un hydrogéologue qualifié doit passer en revue les résultats du débitmètre et les données relatives à l'arrêt automatique en raison d'un faible niveau, et ces informations doivent figurer dans le rapport annuel présenté au Ministère conformément à l'agrément d'exploitation.
9. Un capteur automatique de conductivité doit être installé dans le système de distribution et les données fournies par ce dispositif doivent être passées en revue par un hydrogéologue qualifié à la fin de chaque saison. Ces résultats doivent être présentés au Ministère tous les ans, comme le prévoit l'agrément d'exploitation. En tout temps, si l'approvisionnement en eau présente les signes d'une invasion possible d'eau salée, les conditions de pompage pourraient être modifiées.
10. Le promoteur doit demander et obtenir, avant le début du projet, *un permis de modification d'un cours d'eau et d'une terre humide* du ministère de l'Environnement pour toute activité entreprise à moins de 30 mètres d'un cours d'eau ou d'une terre humide. Pour de plus amples renseignements, il faut communiquer avec le gestionnaire du Programme de modification des cours d'eau et des terres humides du MENV au 506-457-4850.
11. Le promoteur doit maintenir une zone tampon de végétation naturelle afin de prévenir tout empiétement sur la terre humide et sur la zone tampon du chenal de marée.
12. Le promoteur doit s'assurer que tous les concepteurs, entrepreneurs et exploitants liés à la construction et à l'exploitation de l'ouvrage se conforment aux exigences énoncées ci-dessus.